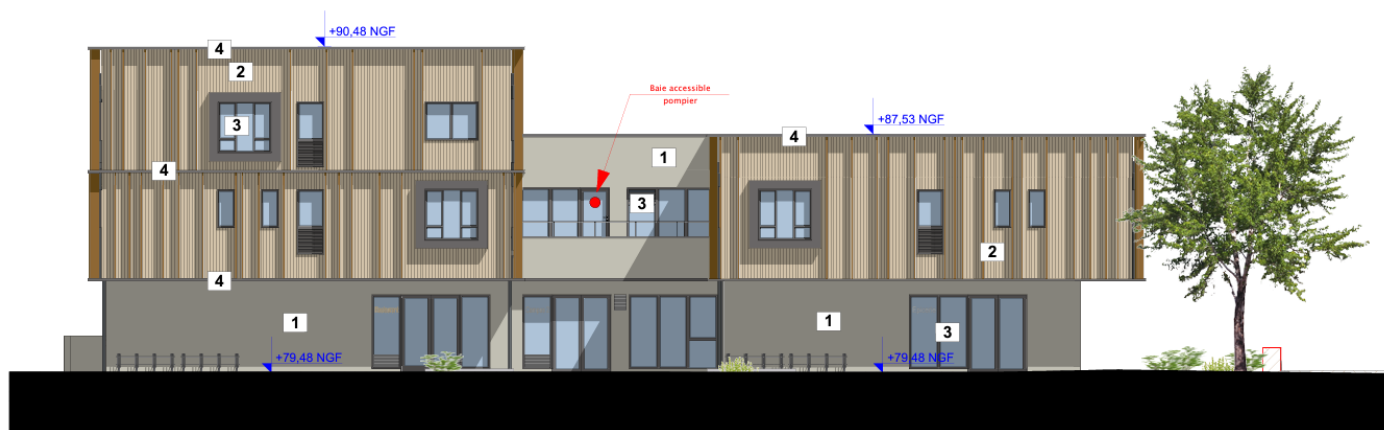


Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Mission CSPS : Catégorie 2



Indice	Date	Modifications	Rédaction
1	13/12/2024	PGC du 13/12/2024	Wilfrid GUET
0	13/12/2024	PGC indice 0 du 13/12/2024	Mail : florent.pepin@socotec.com

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Préambule

1.1.1. RAPPEL DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PREVENTION

1.2. Liste des intervenants

1.2.1. Liste des intervenants

1.3. Liste des lots

1.3.1. Liste des lots

1.4. Etat d'avancement de l'affaire

1.4.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

1.4.2. Documents de références transmis lors de la rédaction du PGC

1.5. Renseignements généraux concernant l'opération

1.5.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

1.5.2. Phasage de l'opération

1.5.3. Informations complémentaires

1.5.4. Mode de consultation des entreprises

1.5.5. Calendrier général d'exécution

1.6. Contexte réglementaire.

1.6.1. Contexte réglementaire de l'opération

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Réseaux existants

2.1.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

2.1.2. Réseaux enterrés

2.1.3. Réseaux aériens

2.1.4. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

2.2. Ouvrages existants

2.2.1. Bâtiment existant

2.2.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

2.3. Voisinage

2.3.1. Spécificité

2.3.2. Signalisation

2.3.3. Domaine public

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

3.3.2. Branchement en eau

3.3.3. Branchement en électricité

3.3.4. Branchement d'assainissement

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

3.4.2. Occupation du domaine public

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

3.4.4. Identification du personnel

3.4.5. Visites de chantier par des tiers.

3.4.6. Panneau de chantier

3.4.7. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

3.4.8. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

3.4.9. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

- 3.4.10. Signalisation de danger - Sortie de camions
- 3.4.11. Signalisation de danger - (réseau électrique et réseau gaz)
- 3.4.12. Base vie - Modalités d'organisation
- 3.4.13. Base vie - Effectif de dimensionnement
- 3.4.14. Base vie - Définition des installations
- 3.4.15. Base vie - Installations complémentaires
- 3.4.16. Base vie - Entretien des installations
- 3.4.17. Sécurité incendie des installations
- 3.4.18. Installations de distribution électrique
- 3.4.19. Installations d'éclairage
- 3.4.20. Vérification réglementaire des installations électriques
- 3.4.21. Entretien des installations électriques
- 3.4.22. Points d'eau et d'évacuation

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

- 3.5.1. Planification et organisation des livraisons
- 3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels
- 3.5.3. Manutentions et levages
- 3.5.4. Manutentions et levages - Grue à tour
- 3.5.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue
- 3.5.6. Organisation des approvisionnements
- 3.5.7. Moyens de levage propre à chaque lot

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

- 3.6.1. Voie piétonne
- 3.6.2. Accès des véhicules et stationnement
- 3.6.3. Voirie de chantier stabilisée
- 3.6.4. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments
- 3.6.5. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux
- 3.6.6. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre
- 3.6.7. Accès dans les bâtiments
- 3.6.8. Accès dans les étages
- 3.6.9. Accès en toiture

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

- 3.7.1. Protection en rive des fouilles
- 3.7.2. Protection des rives de planchers
- 3.7.3. Protection des trémies et réservations
- 3.7.4. Protection de gaine d'ascenseur
- 3.7.5. Protection des baies en façade
- 3.7.6. Protection de rives en toiture
- 3.7.7. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes
- 3.7.8. Pose de garde-corps définitif en toiture ou ancrage
- 3.7.9. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies

3.8. Mise en commun des moyens - Echafaudages

- 3.8.1. Servitude d'échafaudage

3.9. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

- 3.9.1. Gestion des déchets Mode d'organisation
- 3.9.2. Bennes à gravais et déchets
- 3.9.3. Acheminement des déchets vers les bennes
- 3.9.4. Nettoyage et évacuation des déchets
- 3.9.5. Evacuation des matières dangereuses

3.10. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

- 3.10.1. Moyen d'alerte des secours
- 3.10.2. Consignes de sécurité
- 3.10.3. Sauveteurs secouristes du travail
- 3.10.4. Matériel de secours
- 3.10.5. Travailleur isolé

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

- 4.1.1. Mode constructif
- 4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

- 4.1.3. Travaux de terrassement généraux
- 4.1.4. Travaux de VRD
- 4.1.5. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement
- 4.1.6. Travaux de fondations
- 4.1.7. Travaux de gros-œuvre
- 4.1.8. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers
- 4.1.9. Ouvrage avec risques de chute de hauteur
- 4.1.10. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m
- 4.1.11. Travaux de couverture industrielle ou sur toiture
- 4.1.12. Travaux d'étanchéité et de serrurerie type garde corps et couvertine
- 4.1.13. Echafaudages
- 4.1.14. Travaux de menuiseries extérieures
- 4.1.15. Travaux en façade
- 4.1.16. Travaux de plâtrerie
- 4.1.17. Travaux des lots techniques
- 4.1.18. Travaux de revêtement de sols
- 4.1.19. Travaux en hauteur
- 4.1.20. Travaux d'agencement
- 4.1.21. Travaux d'espaces verts
- 4.1.22. Prévention du risque incendie
- 4.1.23. Utilisation de produits dangereux ou à risques
- 4.1.24. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension
- 4.1.25. Travaux d'étanchéité - Plancher béton
- 4.1.26. Condition climatiques particulières
- 4.1.27. Risque électriques
- 4.1.28. prévention incendies
- 4.1.29. Travaux Bruyants
- 4.1.30. Inhalation de poussières
- 4.1.31. Equipement de travail
- 4.1.32. engins de chantier
- 4.2. Interaction sur site**
 - 4.2.1. Travaux superposées
 - 4.2.2. Chutes d'objets
 - 4.2.3. Co-activité, simultanéité

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

- 5.1.1. Plan Général Simplifié de Coordination
- 5.1.2. Désignation des entreprises
- 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants
- 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers
- 5.1.5. Présence de personnel étranger
- 5.1.6. Inspection Commune
- 5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié
- 5.1.8. Rôle du coordonnateur
- 5.1.9. Registre journal
- 5.1.10. Prêt de Main d'Œuvre

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1. Préambule

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les

éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes

y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une

obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises

sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et

les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni les responsabilités qui incombent aux

entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'article L4121-1 du Code du Travail oblige les employeurs à prendre toutes les mesures nécessaires pour

assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs sur la base des principes généraux de prévention

(titres I et II) et rend obligatoire la réalisation d'une évaluation des risques (titre III).

Nota : Les mesures prises dans le présent P.G.C. n'abrogent en rien celles qui pourraient être réclamées

dans les autres pièces DCE établies par la Maîtrise d'Ouvrage. En cas de désaccord, c'est la solution la plus

contraignante qui doit être retenue par l'entreprise.

1.1.1. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

La loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, par son article L.4531-1, impose au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

1.2. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	CCI OUEST NORMANDIE	86 RUE DE L EXODE 50000 SAINT LO
Assistant maître d'ouvrage	APROMO	48 Place du Champ de Mars 50000 Saint Lô
Assistant maître d'ouvrage	APROMO	5 Rue Arhur Le Duc 14000 CAEN
Maître d'oeuvre	BETEM INGENIERIE	107 avenue Henri Fréville 35200 RENNES
Maître d'oeuvre conception	INGENIERIE ASSOCIE	4 bis rue de la Noé 35170 BRUZ
Coordonnateur de référence	SOCOTEC	880 B & 880C Rue Jean Bouin Tourlaville 50110 CHERBOURG EN COTENTIN
Inspection du travail	DDETS	1 bis rue de la Libération - BP 20524 50004 Saint-Lô
CARSAT ou CRAMIF	CARSAT	Parc Athena, 1 Rue Ferdinand Buisson 14280 Saint Contest
OPPBTP	OPPBTP	Immeuble la Marseillaise 28 rue Martin Luther King 14280 SAINT CONTEST
Architecte	ATELIER LOYER ARCHITECTES	4 bis, rue de la Noé 35170 BRUZ
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC	880 B & 880C Rue Jean Bouin Tourlaville 50110 CHERBOURG EN COTENTIN

1.3. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1 - VRD – Terrassement			
2 - Gros Oeuvre			

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
3 - Charpente Bois			
4 - Etanchéité			
5 - Ravalement			
6 - Serrurerie			
7 - Menuiseries extérieures			
8 - Ascenseur			
9 - Cloisons/Doublage			
10 - Revêtement de sol scellé			
11 - Faux-plafonds			
12 - Agencement			
13 - Peinture			
14 - Equipements de cuisine			
15 - Electricité			
16 - Panneaux solaires - photovoltaïques			
17 - Plomberie – Climatisation – Ventilation – Chauffage			
18 - Espace Vert			

1.4. Etat d'avancement de l'affaire

1.4.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination, indice 0, est élaboré pour inclure au DCE .

1.4.2. Documents de références transmis lors de la rédaction du PGC

Pièces écrites:

- CCTP du 8/11/2024 établi par Ingenierie Associé
- Plans Pro PDF du 13/11/24 établi par ATELIER LOYER ARCHITECTES
- planning général
- Projet de Plan d'Installation de Chantier
- ETUDE GEOTECHNIQUE G2 AVP non transmises
- DT non fournie

1.5. Renseignements généraux concernant l'opération

L'opération consiste à la construction d'un hébergement et Restauration pour le campus 2 .

1.5.1. Description générale de l'opération et de l'ouvrage

La structure BOIS/BETON à créer se compose d'un RDC, constituant l'espace commun et de restauration, surmonté deux bloc distincts R+1 et R+2, relié entre eux par un passage au R+1, constituant les hébergements .
Un sous sol sur la moitié du RDC viendra accueillir les locaux TGBT, PAC, CTA et ECS .
Les planchers seront de type béton armé ainsi que la toiture où sera positionné des panneaux photovoltaïques .

1.5.2. Phasage de l'opération

Réalisation de la plateforme au préalable pour accueillir la base de vie et ainsi pouvoir installer la base de vie du Gros Œuvres pour les Travaux de terrassement.

1.5.3. Informations complémentaires

Aucune tâche superposée n'est autorisée : les entreprises devront s'organiser dans ce sens.

1.5.4. Mode de consultation des entreprises

Mode de passation des marchés : lots séparés
Type de marchés : privé

1.5.5. Calendrier général d'exécution

Date prévisionnelle de démarrage des travaux : Mars 2025
Durée des travaux : 15 mois

1.6. Contexte réglementaire.

1.6.1. Contexte réglementaire de l'opération

Chantier de catégorie 2.

Le Maître d'Ouvrage devra adresser aux organismes institutionnels une déclaration préalable à la date du dépôt de la demande de permis de construire ou pour les opérations non soumises à cette obligation, au moins 30 jours avant le début des travaux (Art. R4532-3) et transmettre une copie au SPS.

2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

2.1. Réseaux existants

2.1.1. Déclaration de projet de travaux - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Dispositions prévues	A la charge de
Conformément aux dispositions réglementaires, le maître d'ouvrage doit établir une déclaration de projet de travaux auprès du guichet unique de déclaration (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr). Les entreprises devront préalablement à leur intervention établir une déclaration d'intention de commencement de travaux auprès du site. Les éléments de réponse seront transmis en copie au coordonnateur N° de consultation du télé-service: - N° affaire du déclarant: .	Maître d'ouvrage
La déclaration de travaux n'a pas été transmise au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage

2.1.2. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération. Cela sera nécessaire pour les travaux de terrassement (isolation soubassement ou arrachage de haies.	2 - Gros Oeuvre 1 - VRD – Terrassement
Avant le démarrage des travaux de terrassement, l'entreprise responsable du lot, s'assurera sur le site, de l'emplacement et de la nature des réseaux pouvant se trouver dans les zones à terrasser. Il matérialisera au préalable les réseaux existants.	1 - VRD – Terrassement

2.1.3. Réseaux aériens

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra analyser les réponses aux DT et/ou aux DICT incluant, le cas échéant, les réponses aux demandes de mise hors tension, l'analyse des plans et les recommandations spécifiques à l'opération.	2 - Gros Oeuvre

2.1.4. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux sur site, Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR : - "concepteur" : salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux. - profil "encadrant" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux. Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR «encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée. - "opérateur" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin.	Tous Corps d'état

2.2. Ouvrages existants

2.2.1. Bâtiment existant

Dispositions prévues	A la charge de
L'emprise foncière est actuellement vierge.	Tous Corps d'état

2.2.2. Présence de cuves et émissaires enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Au stade de la réalisation du présent Plan général de coordination, aucune information n'a été transmise au CSPS concernant la présence d'ouvrages enterrés .	Maître d'ouvrage

2.3. Voisinage

Les entreprises prennent toutes les dispositions nécessaires pour ne pas gêner et avant tout garantir la sécurité du public.

Les entreprises s'interdisent de gêner les riverains et voiries de circulation en :

- bloquant les accès (par exemple : stationnement gênant sur rue),
- produisant des nuisances sonores, olfactives et visuelles inutilement, ou sans prendre les mesures de réduction qui s'imposent.

NB: Le présent PGC ne se subroge pas aux règles de police en vigueur sur voie publique (stationnement, vitesse, salissures,...)

Pour la mise en place de la signalisation Routière. L'entreprise peut utiliser l'outil "JEBALISE" disponible sur toutes les plateformes ANDROID & APPSTORE ou sur le site <https://www.jebalise.fr/>

2.3.1. Spécificité

Les entreprises prendront toutes les dispositions pour éviter les interférences avec le voisinage. Aucune opération de levage ne devra survoler la route ou une parcelle voisine ou les route à proximité.

Dispositions prévues	A la charge de
Le chantier se situe à proximité du Campus 2 lui même et des parkings associés .	Tous Corps d'état

2.3.2. Signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place de tous les éléments nécessaires pour indiquer les accès et les règles de circulation avant le démarrage du terrassement . Bien identifier et orienter les livraisons. Bien délimiter le flux du Campu et la protection des piétons .	2 - Gros Oeuvre

2.3.3. Domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
L'occupation du domaine public est soumise à autorisation auprès des services de la mairie (procédure à la charge et sous responsabilité des entreprises) : cette démarche permettra de définir la signalisation et les protections pour l'environnement à mettre en œuvre pendant les travaux.	1 - VRD – Terrassement 2 - Gros Oeuvre

3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

3.1. Mise en commun de moyens - Planification

3.1.1. Planification

Dispositions prévues	A la charge de
Le Calendrier prévisionnel des travaux a été transmis au coordonnateur lors de la rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage
Le planning de réalisation, est établi au démarrage de l'opération, et doit faire apparaître chaque phase de travaux, continue ou fractionnée, des différents corps d'état. Les risques d'interférence entre entreprises doivent être minimisés : - En limitant les programmations simultanées dans une même zone, - En organisant des interventions successives par zones, - En interdisant les travaux superposés, sans mesures spécifiques de protection et d'organisation, - En facilitant les interventions en matière de flux (matériel, matériaux), - En faisant apparaître l'utilisation des moyens communs (stade de mise en œuvre planifiés).	Maître d'œuvre
Le planning général des travaux devra notamment intégrer les points suivants : - pose de la clôture de chantier avant toute chose. - Réalisation de la plateforme, au-droit de la base de vie, dès le démarrage des terrassements généraux, pour la mise en place des installations sanitaires et vestiaires. - enlèvement des réseaux des concessionnaires en bordure de terrain avant le démarrage de chantier au besoin. - La réalisation préalable des réseaux servant pour la base de vie pour permettre une installation rapide par le lot GO.	Maître d'œuvre
Ce planning devra permettre de respecter les principes généraux de prévention définis à l'article L.4121-1.2 du Code du Travail et faciliter l'organisation du chantier et la coordination entre les différents intervenants sur le chantier	Maître d'œuvre

3.2. Mise en commun de moyens - Projet de plan d'installation de chantier

3.2.1. Projet de plan d'installation

Dispositions prévues	A la charge de
Le Projet de plan d'installation de chantier a été discuté en réunion mais non finalisé et non transmis au coordonnateur à la date de rédaction du présent PGC.	Maître d'ouvrage
Le PIC sera réalisé par l'entreprise de GO selon les demandes du SPS et de la réglementation en vigueur et en accord avec le MOA et MOE .	2 - Gros Oeuvre
L'installation devra restée en place jusqu'à la fin des travaux pour être utilisées par les derniers corps d'état tel que le peintre et la pose d'équipement tel que les cuisines .	2 - Gros Oeuvre

3.3. Mise en commun des moyens - VRD primaires

3.3.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements doivent être opérationnels pour la mise en place des installations de cantonnements au démarrage du chantier.	2 - Gros Oeuvre

3.3.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Le maître d'ouvrage fera réaliser le branchement définitif par les concessionnaires avant le démarrage des travaux. L'entreprise fera la demande de la pose d'un compteur de section suffisante pour l'alimentation des installations si le citerneau définitif n'est pas encore posé.	2 - Gros Oeuvre

3.3.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Branchement électrique provisoire de chantier comprenant: La fourniture et pose d'une armoire de comptage et de distribution à demander au concessionnaire.	2 - Gros Oeuvre

3.3.4. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
En cas d'impossibilité de disposer du branchement d'assainissement définitif, ou d'un point de raccordement: Mise en place, par l'entreprise, d'une fosse toutes eaux pour le branchement des installations sanitaires de chantier. L'entreprise assurera l'entretien et la vidange de la fosse pendant toute la durée des travaux ou alors utilisation d'un toilette avec une cuve eaux usées intégrée.	2 - Gros Oeuvre

3.4. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

3.4.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fournira son plan général d'installation du chantier à soumettre à l'accord du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS. Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire pendant toute la durée du chantier.	2 - Gros Oeuvre
<p>Sur ce plan figureront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> * L'implantation des clôtures délimitant les contours de l'opération. * Les accès et sorties du chantier, * La zone des cantonnements et bureaux de chantier, * Les voies de circulation et leur sens, * Les zones de stationnement pour les engins et véhicules entreprises, * Les zones de stockage, * L'implantation des armoires de distribution électrique, * Les points d'eau, * La zone pour les bennes à déchets. * le cheminement des réseaux de chantier * l'emplacement éventuel de grue mobile * la zone de nettoyage des toupies et de la benne béton * la grue à tour * l'accès à l'intérieur du bâtiment 	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Le PIC devra être affiché en salle de réunion et mise à jour à l'avancement .	2 - Gros Oeuvre

3.4.2. Occupation du domaine public

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les accès et occupation temporaire du domaine public devront faire l'objet d'une demande préalable auprès des services techniques de la ville.</p> <p>L'entreprise aura en charge, les demandes d'occupation du domaine public, et de tous droits d'occupation de voirie jusqu'à la fin du chantier.</p> <p>L'entreprise devra la mise en place et la maintenance de la signalisation demandée, jusqu'à la fin de l'occupation du domaine public.</p>	<p>1 - VRD – Terrassement</p> <p>2 - Gros Oeuvre</p>

3.4.3. Clôture de chantier extérieure et signalisation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Une clôture assurera l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle sera installée dès le démarrage des travaux et complètera les clôtures existantes le cas échéant.</p> <p>Elle sera constituée par des panneaux métalliques grillagés, d'une hauteur de 2,00m, fixés sur des plots béton et reliés entre par des connecteurs.</p> <p>L'entreprise devra la maintenance et l'adaptation des clôtures pendant toute la durée de l'opération.</p> <p>La zone de stockage sera bien entendu clôturée.</p>	2 - Gros Oeuvre
La clôture et la signalisation devra être mise en place au commencement du chantier et avant le début des terrassements	2 - Gros Oeuvre

3.4.4. Identification du personnel

Dispositions prévues	A la charge de
En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devront être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP , application du nouveau décret 2016, n°175 du 22.02.2016.	Tous Corps d'état
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Tous Corps d'état

3.4.5. Visites de chantier par des tiers.

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage ou à minima d'un responsable de l'entreprise en question.	Tous Corps d'état
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra le balisage des circulations autorisées à la visite depuis l'extérieur du chantier jusqu'à la zone de visite.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra s'assurer de l'absence de stockage de matériaux, de gravats ou de matériels dans les circulations empruntées.	Tous Corps d'état
A cet effet, l'entreprise ainsi désignée tiendra à disposition des casques (* 5), baudrier (* 5) et bottes (* 5) de sécurité pour les visiteurs autorisés du chantier.	2 - Gros Oeuvre

3.4.6. Panneau de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la fourniture, la pose et le repli en fin de chantier, d'un panneau d'information. Comportant les noms et coordonnées des entreprises y compris sous-traitantes. L'entreprise devra la mise à jour régulière des informations portées sur le panneau.	2 - Gros Oeuvre

3.4.7. Signalisation d'interdiction - Panonceau "Chantier interdit au public"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction: Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux. Les panneaux positionnés sur les grilles heras devront être espacés et en nombre suffisant de tel sorte qu'il y en a toujours au moins un de visible à tout point extérieur du chantier.	2 - Gros Oeuvre

3.4.8. Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
Phase construction : Mise en place, à l'entrée et sur toutes les faces de l'opération au démarrage des travaux. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	2 - Gros Oeuvre

3.4.9. Signalisation d'orientation - Fléchage d'accès au chantier

Dispositions prévues	A la charge de
Afin d'orienter les véhicules accédant ou circulant sur site mise place d'un fléchage de circulation. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre
En fonction de l'avancement des travaux, mise place d'itinéraires d'accès et d'orientation des personnels ou clients du site. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre
L'emplacement des parkings, zone de livraison et de stockage devront être matérialisés pour être bien identifiés par tous.	2 - Gros Oeuvre

3.4.10. Signalisation de danger - Sortie de camions

Dispositions prévues	A la charge de
Mise en place de panneaux routiers, en amont du chantier sur la voie d'accès. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre

3.4.11. Signalisation de danger - (réseau électrique et réseau gaz)

Signalisation de danger - Autres

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des zones à risques, mise en place de panonceaux de signalisation du danger et d'interdiction de stockage à proximité. En cas de distance de sécurité à respecter par rapport aux réseaux, celle-ci sera identifiée par panonceau. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre

3.4.12. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires –(Salle de réunion) - Vestiaires - Réfectoires: Les Installations seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
L'entreprise devra l'adaptation des installations communes pendant toute la durée de l'opération. A savoir: Déplacement de la base de vie, suivant les nécessités des travaux, adaptation du dimensionnement en fonction de l'évolution des effectifs des personnels et de l'organisation de fin de chantier. Les équipements seront prévus pour recevoir du personnel féminin .	2 - Gros Oeuvre
Pendant la phase de terrassement et avant l'installation de la base de vie par lot 1 l'entreprise de terrassement devra l'installation de sa propre base de vie autonome.	1 - VRD – Terrassement

3.4.13. Base vie - Effectif de dimensionnement

Dispositions prévues	A la charge de
Les sanitaires, vestiaires et les réfectoires seront dimensionnés pour recevoir, un effectif moyen de 20 Personnes .	2 - Gros Oeuvre

3.4.14. Base vie - Définition des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Vestiaires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, chauffés, et rafraichis, aérés. Les locaux seront équipés d'une armoire individuelle par personne et des sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Sanitaires de la Base de vie : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront, équipés a minima, d'un WC et d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche et d'un point d'eau à température réglable pour 10 personnes.	2 - Gros Oeuvre
Réfectoires : Bungalows dédiés, éclairés naturellement et artificiellement, et chauffés. Les locaux seront équipés de tables et de sièges correspondant à l'effectif de dimensionnement se restaurant sur place. Les locaux seront également équipés d'un point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur.	2 - Gros Oeuvre
Salle de réunion (utilisation de du reffecto à valider en réunion de préparation) : Bungalow éclairé naturellement, artificiellement, et chauffé. Bungalow, équipé de tables et de sièges correspondant au nombre d'intervenant encadrant le chantier. (Elle devra être constituée d'un bungalow double avec tables et chaises nécessaires et de 1 armoire de chantier pour le stockage des dossiers, plans, PPSPS, du PGC, EPI à disposition, des échantillons ...) .	2 - Gros Oeuvre

3.4.15. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion préparatoire de leurs besoins pour l'organisation de la base de vie (type présence de personnel féminin)	Tous Corps d'état

3.4.16. Base vie - Entretien des installations

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage quotidien des installations sanitaires, vestiaires, réfectoires et le nettoyage hebdomadaire du bureau des bureaux et salle de réunion. Il sera également pourvu au renouvellement des consommables (papier hygiénique, savon, essuie-mains pour les deux marchés).	2 - Gros Oeuvre
Pour garantir un entretien régulier, l'entreprise souscrira un contrat avec une entreprise de nettoyage, les frais seront pris en charge dans le cadre du compte interentreprises pour les deux marchés.	2 - Gros Oeuvre

3.4.17. Sécurité incendie des installations

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel (bungalows de chantier), seront équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques.	2 - Gros Oeuvre

3.4.18. Installations de distribution électrique

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques seront communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
L'entreprise devra l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis le réseau du concessionnaire. Le tableau général doit répondre à tous les besoins du chantier et rester en place pour toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra l'installation de coffrets équipés de PC, afin d'assurer le raccordement des installations intérieures du bâtiments. Il sera prévu une couverture totale du chantier selon un rayonnage de coffret de 25M. L'entreprise mettra le nombre de coffret nécessaire.	15 - Electricité
Il sera prévu: un coffret au pied de chaque cage d'escalier, un coffret par étage et par cage d'escali, implantés dans les communs.	15 - Electricité
Toutes dispositions doivent être prises par l'entrepreneur et par des sous-traitants éventuels pour satisfaire aux dispositions du Décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 portant sur la protection des travailleurs dans les établissements mettant en oeuvre des courants électriques.	2 - Gros Oeuvre 15 - Electricité
Coffrets équipés de 3 à 6 prises 2 P+T 10/16A	15 - Electricité
Les câbles d'alimentation provisoire de chantier devront passer dans les gaines techniques afin de ne pas traîner dans les circulations. IL devront être suspendu en générale et si impossible un passage de câble devra les recouvrir. Les câbles devront être également protégé à minima par des fourreaux et par des passages de câble routier au besoin.	2 - Gros Oeuvre 15 - Electricité
Toutes ces installations seront réalisées par des personnels qualifiés. Les liaisons devront être réalisées sous protection mécanique, enterrées, au sol ou aériennes. Une attention particulière sera portée au franchissement des voies de circulation (à l'intérieur comme à l'extérieur du site).	2 - Gros Oeuvre 15 - Electricité
Coffrets laissés en place jusqu'à la fin des travaux.	15 - Electricité

3.4.19. Installations d'éclairage

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'éclairage provisoire d'ambiance des halls d'entrées, des cages d'escaliers et des circulations communes. Cette installation se fera à l'avancement de l'élévation des bâtiments. Un éclairage extérieur au droit de la porte d'entrée du bâtiments devra être mis sur détecteur.	15 - Electricité
L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tous Corps d'état
L'entreprise installera l'éclairage extérieur nécessaire pour la base de vie et la zone de stockage.	2 - Gros Oeuvre

3.4.20. Vérification réglementaire des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, grues et autres équipements de travail, cantonnements) par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	2 - Gros Oeuvre 15 - Electricité
Il y aura donc 2 rapports de vérification : - 1 pour le gros œuvre - 1 pour l'électricien (lorsque tous les coffrets électriques seront installés)	2 - Gros Oeuvre 15 - Electricité

3.4.21. Entretien des installations électriques

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises installatrices sur leurs installations respectives.	2 - Gros Oeuvre 15 - Electricité

3.4.22. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise assurera l'alimentation en eau et l'évacuation EU des installations de chantier ainsi que un point d'eau extérieur minimum pour le bâtiments .	2 - Gros Oeuvre
Abonnement, consommation, maintenance.	2 - Gros Oeuvre
L'entreprise devra prévoir un point d'eau par étage.	2 - Gros Oeuvre

3.5. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier**3.5.1. Planification et organisation des livraisons**

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise organisera la planification de ses opérations de livraisons, stockage, approvisionnement sur l'opération.	Tous Corps d'état
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état
Chaque entreprise remettra, une semaine à l'avance, ses prévisions de grosse livraison au MOE .	Tous Corps d'état
Chaque entreprise affectera une personne à la planification et organisation des livraisons, cette personne sera référencée dans le DHOL de l'entreprise.	Tous Corps d'état
Les livraisons et déchargement sur site se feront obligatoirement sous le contrôle d'un responsable de l'entreprise concernée afin d'organiser ,de baliser et de diriger les manœuvre du livreur et du déchargement.	Tous Corps d'état

3.5.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises. Elles seront empiérrées à minima.	Tous Corps d'état
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier. Afin d'en permettre une utilisation normale, ces zones seront, nivelées et empiérrées dès la phase des terrassements généraux.	2 - Gros Oeuvre
Une aire sera dédiée aux livraisons sur la plateforme de voirie. Elle sera implantée au-delà de l'entrée du bâtiment. Elle sera matérialisée par un balisage et reportée sur le plan d'installation de chantier.	2 - Gros Oeuvre
Les approvisionnements seront gérés en fonction de l'avancement des travaux et aux espaces accordés pour les stockages.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Les approvisionnements à l'avancement de la mise en œuvre seront privilégiés pour éviter des stockages trop importants.	Tous Corps d'état
Les matériaux légers seront lestés pour éviter leur envol sur le site (notamment en toiture).	Tous Corps d'état
Les stockages de longue durée seront positionnés dans des endroits isolés qui ne gênent pas la manutention des stockages des autres corps d'état.	Tous Corps d'état

3.5.3. Manutentions et levages

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement à son intervention, l'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le plan d'implantation des éventuels appareils de levage nécessaire à son approvisionnement qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage de matériels et de matériaux qui ne pourront se faire qu'à l'intérieur de l'enceinte du chantier.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation d'une grue mobile, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Tous Corps d'état
Avant l'installation d'une grue mobile ou d'un engin de levage, prendre connaissance de la résistance et de l'état des sols afin de s'assurer de la stabilité des engins. Faire contrôler tout appareil de levage mobile et monte matériaux (vérification tous les 6 mois) et expédier copie de l'attestation de vérification au coordonnateur S.P.S.	Tous Corps d'état
Un guide de manœuvre sera mis en place pour guider les opérations de levage et écarter les autres intervenants de la zone de levage.	Tous Corps d'état
En cours de manutention, aucune charge n'empiètera l'espace des domaines, publics et privés environnants.	Tous Corps d'état
Toute opération de manutention, effectuée à l'aide d'un engin de levage prêté par une autre entreprise, restera sous la responsabilité de l'entreprise dite « prêteuse » et sera effectuée par son personnel (conduite, arrimage, guidage). L'entreprise utilisatrice devra la fourniture des systèmes d'accrochage, adaptés aux charges à lever (élingues, palonniers, etc..) et vérifiés. Une convention de prêt de grue sera mise en place entre les parties.	Tous Corps d'état

3.5.4. Manutentions et levages - Grue à tour

Dispositions prévues	A la charge de
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise fera réaliser un examen environnemental du site par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport d'étude au coordonnateur pour inscription au registre journal.	2 - Gros Oeuvre
L'entreprise devra s'assurer que les fondations de grue soient réalisées en tenant compte de la nature du sol et des recommandations du rapport d'étude géotechnique.	2 - Gros Oeuvre
Préalablement au montage d'une grue, l'entreprise fera réaliser un avis de stabilité et inspection des ouvrages des assises par un organisme spécialisé. L'entreprise adressera une copie du rapport au coordonnateur pour inscription au registre journal.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'installation et le démontage de la grue feront l'objet d'une réunion de concertation avec les différents intervenants liés à ces opérations, l'entreprise donneuse d'ordre doit informer le coordonnateur SPS de ces opérations.</p> <p>Lors de ces deux phases aucun personnel ne devra circuler dans la zone de balayage de la grue mobile installée avec une largeur supplémentaire de sécurité prenant en compte le déplacement d'un objet pendant sa chute.</p> <p>L'entreprise de GO devra baliser et avertir l'ensemble des interlocuteurs du chantier.</p> <p>Le Maître d'oeuvre interdira sur son planning les travaux et le cheminement dans la zone concernée, ces journées dites à risques, pour les autres entreprises .</p>	2 - Gros Oeuvre
Des mesures spécifiques devront être mises en place pour le montage et démontage de la grue comme le balisage de la zone concernée et l'affectation d'une personne au sol pour interdire le passage des autres intervenants dans l'aire de manœuvre.	2 - Gros Oeuvre
<p>Préalablement à la mise en service d'une grue, l'entreprise fera réaliser une vérification de mise ou remise en service par un organisme spécialisé.</p> <p>L'entreprise adressera une copie du rapport au coordonnateur pour inscription au registre journal.</p>	2 - Gros Oeuvre
<p>En cas d'installation de plusieurs grues à tour interférentes, mise en place de dispositifs auxiliaires de sécurité adaptés aux types de fonctionnement des grues.</p> <p>Avant toute mise en service ces dispositifs feront l'objet d'une vérification de bon fonctionnement par un technicien dûment qualifié et spécialisé.</p> <p>Une copie de l'attestation de bon fonctionnement, sera adressée au coordonnateur SPS.</p> <p>Les dispositifs auxiliaires de sécurité devront faire l'objet d'une maintenance régulière.</p>	2 - Gros Oeuvre
Le risque d'interférence doit être étudié par l'entreprise concernée avant l'amenée d'engins de levage en complément de la grue du chantier ou d'autres engins déjà présents.	Tous Corps d'état
En cas d'utilisation simultanée de plusieurs grues ; fixes ou automotrices, un dispositif de gestion des risques d'interférences par convention doit être mis en place. Les grutiers seront équipés de talkie-walkie le cas échéant. Le coût induit est à prendre en charge par les entreprises concernées.	Tous Corps d'état

3.5.5. Organisation des approvisionnements - Servitude de grue

Dispositions prévues	A la charge de
Une gestion commune des grues est mise en place pour l'ensemble des entreprises, suivant les dispositions définies dans les articles suivants.	Tous Corps d'état
Les entreprises devront transmettre à l'entreprise gestionnaire de la grue, leur planning prévisionnel de livraisons utilisant la grue, avec dates et durées, ainsi que les points d'introduction dans le bâtiment afin d'être en mesure de donner une durée d'immobilisation supplémentaire de la grue du chantier.	9 - Cloisons/Doublage 7 - Menuiseries extérieures 4 - Etanchéité 3 - Charpente Bois
Une convention spécifique devra être signée avant toute opération de manutention, entre l'entreprise assurant la gestion de la grue et l'entreprise concernée.	Tous Corps d'état

3.5.6. Organisation des approvisionnements

Organisation des approvisionnements - Approvisionnements aux étages

Dispositions prévues	A la charge de
Le planning établi devra faciliter l'amener des matériaux en grande quantité sur le niveau supérieur avant de fermer celui ci et ne laisser que l'accès par l'escalier. Les entreprises ayant besoin d'un approvisionnement conséquent ou encombrant tel que le plaquiste ou le plombier devront voir avec le MOE pour s'organiser ainsi et éviter la manutention à ses ouvriers.	Maître d'œuvre
l'entreprise mettra en place une protection de son étanchéité sur la passerelle et le passage du R+1 afin de réaliser une zone d'approvisionnement pour les étages	4 - Etanchéité
l'entreprise devra la mise en place d'une cloison provisoire ouvrante sur la passerelle de passage du R+1 afin de faciliter l'accès des matériaux dans les étages .	7 - Menuiseries extérieures

3.5.7. Moyens de levage propre à chaque lot

Dispositions prévues	A la charge de
Après le départ de la grue, chaque entreprise utilisera des moyens de levage propres. L'emprise, le planning d'utilisation et les modes opératoires de ces équipements seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur.	Tous Corps d'état

3.6. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

3.6.1. Voie piétonne

Dispositions prévues	A la charge de
Les déplacements devront se faire sur des cheminements « pieds propres » en matériaux d'apport, nivelés, pour éviter les torsions des pieds et risques de chutes. Les cheminements « pieds propres » seront aménagés jusqu'aux installations de cantonnements et des entrées du bâtiment et seront entretenus autant que de besoin. L'accès principal devra être matérialisé à l'aide de piquets chaînette et d'un tapis de circulation piéton .	2 - Gros Oeuvre
Les entrées des bâtiments devront être aménagées par la mise en place de rampes ou d'emmarchements provisoires, compensant les dénivelés éventuels. L'entretien et l'adaptation de ces installations seront prévus, pendant toute la durée des travaux.	2 - Gros Oeuvre
Dans les zones de circulation piétonnes, des passerelles de franchissement sécurisées seront installées pour franchir les tranchées ainsi que tous les autres obstacles.	2 - Gros Oeuvre
Les zones de cheminements piétons devront être différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	2 - Gros Oeuvre

3.6.2. Accès des véhicules et stationnement

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès des véhicules d'entreprises dans la zone du chantier à proximité du bâtiment doit être restreint aux seuls véhicules de livraisons et véhicules ateliers pour laisser toute aisance aux manutentions et mises en œuvre.	Tous Corps d'état
Tous les autres véhicules, entreprises, transport et personnel, stationneront sur la plate-forme des futurs parkings du projet ou sur le domaine public.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
L'aire de stationnement sera matérialisée à l'aide de piquets chainettes, de tracage et de panneau indicatif	2 - Gros Oeuvre

3.6.3. Voirie de chantier stabilisée

Dispositions prévues	A la charge de
La voie d'accès du chantier sera remise en état autant que de besoin pendant toute la durée du chantier sur demande du maître d'Œuvre.	1 - VRD – Terrassement
En phase préparation et avant démarrage des travaux de gros œuvre, réalisation du fond de forme des voies de circulation, stockage, base de vie et parking. Ces zones seront empierrées et compactées afin de permettre aux engins de circuler. L'entreprise devra la maintenance de la rampe pendant toute la durée des travaux.	1 - VRD – Terrassement

3.6.4. Voirie de chantier stabilisée - Bande de roulement périphérique aux bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Afin de permettre une intervention sécurisée à partir des échafaudages ou nacelles aux abords des façades, ceux-ci seront rendus et maintenus dégagés et nivelés. En fonction de la nature du terrain l'entreprise devra la réalisation des bandes de roulement périphériques aux bâtiments. Ces bandes, d'une largeur de 5,00m seront empierrées et compactées afin de permettre aux engins de levage et nacelles de circuler. L'entreprise devra l'entretien et la maintenance régulière des bandes de circulation, pendant toute la durée des interventions en façade.	1 - VRD – Terrassement

3.6.5. Nettoyage des voiries extérieures - Phase terrassements généraux

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot terrassement, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries autant que nécessaire.	1 - VRD – Terrassement

3.6.6. Nettoyage des voiries extérieures - Phase Gros œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre, devra l'entretien régulier des zones extérieures au chantier. Cet entretien comprendra le nettoyage des voiries empruntées par les véhicules de chantier. L'entreprise devra prévoir le balayage mécanique des voiries autant que nécessaire.	2 - Gros Oeuvre

3.6.7. Accès dans les bâtiments

Dispositions prévues	A la charge de
Les accès à l'intérieur du bâtiment se fera par les différentes portes des halls d'entrées situées sur les façades. L'entreprise devra la réalisation et la maintenance des aménagements provisoires nécessaires à la sécurisation des accès.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise devra la mise en place d'une porte provisoire d'entrée ou la protection de la définitive pour pouvoir fermer le chantier en phase provisoire une fois le clos couvert réalisé .	7 - Menuiseries extérieures

3.6.8. Accès dans les étages

Dispositions prévues	A la charge de
Les circulations intérieures se feront à partir des escaliers définitifs, à poser à l'avancement de la réalisation du planchers avec intégration de gardes corps définitifs ou provisoire en cas d'impossibilité.	2 - Gros Oeuvre
En cas d'impossibilité ou de difficulté de mettre en place les volées d'escaliers définitifs à l'avancement des élévations, l'accès entre niveaux sera compensé par un escalier provisoire ou une sapine d'accès laissé jusqu'à la pose du définitif ou un autre moyen équivalant à valider par le SPS.	2 - Gros Oeuvre

3.6.9. Accès en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
L'accès en toiture se fera via une sapine d'accès jusqu'à la fin des travaux en toiture (étanchéité et pose de panneaux photovoltaïque)	2 - Gros Oeuvre
l'entreprise devra également la mise en place de saut de loup provisoire pour le passage des acrotères toujours dans le but de permettre l'accès aux différentes toitures pour les autres corps d'état .	2 - Gros Oeuvre

3.7. Mise en commun des moyens - Gestion des protections collectives

3.7.1. Protection en rive des fouilles

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur sera assurée par un balisage en retrait d'au moins un mètres pour la réalisation de l'isolation des soubassements.	2 - Gros Oeuvre

3.7.2. Protection des rives de planchers

Dispositions prévues	A la charge de
La pose des planchers sera étudiée pour que les salariés ne soient jamais exposés à un risque de chute. plancher de type bac collaborant Les gardes corps provisoire de rive de plancher devront être étudiés en phase conception afin de prévoir sur la structure les éléments nécessaire à la pose des gardes corps depuis le niveau N-1 qui lui sera déjà sécurisé.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La prévention des chutes de hauteur sera assurée, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en façade.</p> <p>En plus d'assurer la protection des intervenants lors de la pose et du coulage des planchers, ce dispositif devra permettre d'assurer la protection face au vide, des intervenants lors du montage de maçonneries ou la pose d'éléments préfabriqués.</p> <p>Mise en place des garde-corps à la pose des planchers.</p>	2 - Gros Oeuvre
<p>Les protections collectives devront être mises en place avant la pose des planchers de façon à assurer la sécurité des travailleurs.</p>	2 - Gros Oeuvre

3.7.3. Protection des trémies et réservations

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les trémies et réservations seront équipées par des protections provisoires et devront être installées de façon à être suffisamment résistantes (ex: garde-corps), celles-ci devront comporter une lisse supérieure à 1,00 m une lisse intermédiaire et une plinthe.</p>	2 - Gros Oeuvre
<p>La prévention des chutes de hauteur, des trémies de grande dimension, des rives d'escalier, se fera par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1,00m et 1,10m, fixés sur potelets métalliques en rive de dalle ou sur la dalle.</p> <p>Mise en place des garde-corps, à la pose des planchers.</p>	2 - Gros Oeuvre
<p>Les réservations d'une dimension inférieure à 0,80 cm, seront protégées par un treillis ou autres laissé filant dans le plancher ou dallage (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pouvant supporter le poids d'un homme. Fixation pour qu'aucune manœuvre involontaire ne déplace cette protection et ne puisse nuire à son efficacité (emboîtement, clouage).</p> <p>La trémie devra être matérialisée au sol par un marquage à la bombe fluo .</p>	2 - Gros Oeuvre

3.7.4. Protection de gaine d'ascenseur

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Une protection toute hauteur de type grille sera installée. Cette protection doit permettre, en cas de besoin l'évacuation de la gaine à chaque palier par les ascensoristes.</p>	2 - Gros Oeuvre

3.7.5. Protection des baies en façade

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La prévention des chutes de hauteur, des baies avec des allèges inférieures à 1,00m, notamment pour le mur rideau du R+1 sera assurée par garde-corps avec lisses et sous-lisses. L'implantation du dispositif devra permettre la pose des menuiseries extérieures sans avoir à déposer le dispositif de protection, afin d'assurer la protection antichute des opérateurs.</p> <p>Le choix du dispositif se fera en concertation avec l'entreprise de menuiseries extérieures.</p>	2 - Gros Oeuvre

3.7.6. Protection de rives en toiture

Protection en rives en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention des chutes de hauteur est assurée par des garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1,00 m et 1,10 m, et comportant au moins une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps, une main courante et une lisse intermédiaire à mi-hauteur ou par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.	2 - Gros Oeuvre
Installé sur les acrotères l'implantation des garde-corps devra être étudiée afin de pouvoir les maintenir en place pour la réalisation des travaux d'étanchéité.	

3.7.7. Gestion de l'entretien et de la continuité des protections communes

Dispositions prévues	A la charge de
Après sa mise en place, toute entreprise, amenée à déposer ou modifier un dispositif de protection collective devra assurer la maintenance et la continuité de la protection vis-à-vis des autres intervenants. En cas de nécessité, l'entreprise se rapprochera de l'entreprise ayant installé la protection, afin que le dispositif soit adapté.	Tous Corps d'état
Après coulage du dallage et des planchers, toute modification d'un dispositif d'obturation (y compris remplacement) sera à la charge de l'entreprise prenant possession de la réservation. L'entreprise prenant possession d'une réservation devra assurer la continuité du dispositif de protection jusqu'à la sécurisation définitive. Les entreprises devront privilégier des dispositifs de type à emboîtement.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le coordonnateur SPS demandera au maître d'Ouvrage de faire intervenir l'entreprise responsable de la pose initiale pour remettre en état les protections collectives, les frais correspondants seront imputés à la charge de l'entreprise responsable.	Tous Corps d'état

3.7.8. Pose de garde-corps définitif en toiture ou ancrage

Pose de garde-corps définitif en toiture

Dispositions prévues	A la charge de
Les ancrages et attache agrisse définitives sur acrotères de toiture seront posés dans la continuité des travaux d'étanchéité.	4 - Etanchéité
Les garde-corps provisoires seront déposés à l'avancement de la pose des définitifs. Les zones à risque de chutes de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	6 - Serrurerie
Les point d'ancrage et pose de barre d'ancrage à réaliser pendant la phase de travaux.	4 - Etanchéité

3.7.9. Pose de garde-corps définitifs sur escaliers et trémies

Dispositions prévues	A la charge de
Les garde-corps provisoires des trémies et des volées d'escaliers, seront déposés à l'avancement de la pose des garde-corps définitifs. Les zones à risque de chute de hauteur et chutes d'objets, seront interdites d'accès aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique.	6 - Serrurerie
En aucun cas la continuité des protections doit être interrompue. L'entreprise ne doit jamais quitter le chantier sans que la pose soit achevée et en laissant des vides entre garde-corps provisoires et définitifs.	6 - Serrurerie

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise condamnera l'accès à la cage d'escalier pendant son intervention.	6 - Serrurerie

3.8. Mise en commun des moyens - Echafaudages

3.8.1. Servitude d'échafaudage

Dispositions prévues	A la charge de
Une utilisation commune des échafaudages n'est pas prévue pour les entreprises	Tous Corps d'état

3.9. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

3.9.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'organisation du tri sélectif comprenant la réalisation et l'entretien d'une plate-forme de regroupement des déchets, la mise à disposition des bennes, la signalétique explicative destinée aux personnels.	Tous Corps d'état

3.9.2. Bennes à gravois et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Des bennes à gravois et déchets seront mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. L'entreprise s'occupera des rotations des bennes.	2 - Gros Oeuvre

3.9.3. Acheminement des déchets vers les bennes

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
En cas de carence, le maître d'œuvre fera nettoyer les déchets des entreprises par un prestataire extérieur, qui sera mis à la charge des entreprises responsables ou du compte interentreprises.	Tous Corps d'état

3.9.4. Nettoyage et évacuation des déchets

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucuns gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. En cas de carence, le coordonnateur SPS pourra demander au maître d'œuvre de désigner une entreprise pour réaliser les travaux de nettoyage aux frais des entreprises responsables.	Tous Corps d'état

3.9.5. Evacuation des matières dangereuses

Dispositions prévues	A la charge de
Aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur le chantier, tant les déchets que les produits amenés pour mise en œuvre.	Tous Corps d'état
Les matières dangereuses seront amenées à pied d'œuvre au fur et à mesure des besoins, les déchets issus de la mise en œuvre seront évacués au quotidien et traités par les entreprises concernées.	Tous Corps d'état

3.10. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

3.10.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont à afficher dans le bureau de chantier. Les principaux numéros à appeler sont le 15 et le 18 pour le téléphone fixe et le 112 pour les téléphones mobiles.	1 - VRD – Terrassement
Au-moins une personne de chaque entreprise doit être équipée d'un téléphone portable afin de pouvoir appeler les secours le cas échéant.	Tous Corps d'état

3.10.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité seront reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DETS), l'OPPBTP et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Tous Corps d'état

3.10.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

3.10.4. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état
Une trousse de secours, commune à l'ensemble des entreprises, sera laissée dans la salle de réunion.	2 - Gros Oeuvre

3.10.5. Travailleur isolé

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais. Ces mesures devront être décrites dans leurs PPSPS. Article R. 4512-13 du Code du Travail (Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008)	Tous Corps d'état

4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

4.1.1. Mode constructif

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque mode opératoire et procédé de construction devra tenir compte de la caractéristique des ouvrages et faire l'objet d'une analyse de risque déterminant les moyens de prévention appropriés.	Tous Corps d'état
Ces modes opératoires devront apparaître dans les PPSPS de chaque entreprise avant toute exécution.	Tous Corps d'état
En phase travaux les éléments constructif devront être étudiés et mis en œuvre selon les normes en vigueur et de façon à garantir la stabilité de l'ouvrage provisoire. Il en va de même pour le matériel utilisé à la réalisation de l'ouvrage.	Tous Corps d'état

4.1.2. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec de ponçage, carottage, percement, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage devront se faire avec le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	2 - Gros Oeuvre 10 - Revêtement de sol scellé
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	2 - Gros Oeuvre 10 - Revêtement de sol scellé

4.1.3. Travaux de terrassement généraux

Dispositions prévues	A la charge de
Avant démarrage des travaux l'entreprise établira ses DICT, copie des réponses sera transmise au coordonnateur et au maître d'œuvre. Les travaux ne pourront commencer avant la réception des réponses.	2 - Gros Oeuvre 1 - VRD – Terrassement
Les remblaiements de la pleine masse contre les bâtiments seront réalisés dès la réalisation des drains et des étanchéités verticales. Prévoir une concertation avec le lot gros-œuvre pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments (enlèvement consoles de banches, étaielements, ...)	1 - VRD – Terrassement
Les têtes de talus longées par des voies de chantier seront protégées par un balisage en barrières, ou grillage ou en panneaux de clôture pour en éloigner les charges de circulations. Le terrassier mettra en place ce balisage et le GO l'entretiendra jusqu'à la fin de chantier.	1 - VRD – Terrassement
Les protections provisoires des talus, suivant préconisation du rapport de sol et du maître d'œuvre, seront entretenues autant que de besoin jusqu'aux remblaiements définitifs, sur demande de l'entreprise de gros-œuvre, ou du maître d'œuvre.	1 - VRD – Terrassement
En cas de découverte en cours de travaux d'une pollution des sols, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature de pollution (risque d'explosion, risque pour la santé, etc..)	2 - Gros Oeuvre 1 - VRD – Terrassement
En cas de découverte en cours de travaux d'un risque pyrotechnique, le chantier doit être arrêté en attente du diagnostic pour connaître la nature du risque (explosion, etc.)	1 - VRD – Terrassement 2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de pollution pyrotechnique, la dépollution du site sera réalisée préalablement au démarrage des travaux, par une entreprise spécialisée. Les travaux seront réalisés sans coactivité sur site. L'entreprise devra la mise en place des dispositifs (Balisage, signalétique, etc), nécessaire à la sécurisation du site.	1 - VRD – Terrassement 2 - Gros Oeuvre

4.1.4. Travaux de VRD

Dispositions prévues	A la charge de
La protection collective sera assurée par le remblaiement des fouilles à l'avancement de la pose des réseaux.	1 - VRD – Terrassement
Privilégier la découpe des éléments en béton, par voie humide pour éviter la production et propagation des fumées de poussières.	1 - VRD – Terrassement
L'entreprise réalisera le balisage des massifs en béton avec leurs tiges de fixations dans l'attente de pose des équipements : candélabres, barrières etc.	1 - VRD – Terrassement
Mise en place des tampons définitifs de fermeture dès la pose des chambres, des regards ou de la réalisation des fosses. En cas d'impossibilité de positionner le tampon définitif, protection par dispositif d'obturation arasant le regard ou la chambre (platelage) d'épaisseur calculée en fonction des dimensions de l'ouverture et pour supporter le poids d'un homme, ou d'un véhicule si l'équipement est positionné sur une voie de circulation.	1 - VRD – Terrassement
Le personnel portera obligatoirement un gilet de signalisation ou une tenue entreprise adaptée.	1 - VRD – Terrassement
L'entreprise devra choisir les modes opératoires qui limitent au maximum les traversées de personnel sur les voies circulées. Des consignes spécifiques devront être établies par l'entreprise. La traversée du personnel se fera par des passages piétons obligés et protégés. L'entreprise aura en charge l'installation et l'entretien des équipements.	1 - VRD – Terrassement
Les entreprises devront limiter au minimum toutes les opérations de manutention manuelle. Toutes les opérations qui pourront faire l'objet d'une assistance mécanisée simple seront préconisées. Exemple : pose de bordure interdite manuellement.	1 - VRD – Terrassement
Les travaux d'aménagement de plateforme et réalisation de réseaux seront réalisés en début de chantier pour pouvoir installer la base de vie rapidement.	1 - VRD – Terrassement

4.1.5. Risque d'ensevelissement ou d'enlèvement

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en tranchées de plus de 1,3 m de profondeur seront protégées soit par la réalisation de pente de talus appropriée soit par un terrassement en escalier soit par la mise en place d'un blindage.	1 - VRD – Terrassement 2 - Gros Oeuvre

4.1.6. Travaux de fondations

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les fouilles en cours de réalisation ou laissées en attente seront balisées par du grillage ou des panneaux de clôture pour les fouilles profondes.	2 - Gros Oeuvre
Toutes les fouilles profondes seront balisées, le coulage des bétons de fondations se fera à l'avancement.	2 - Gros Oeuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Les aciers en attente seront protégés par bouchons ou par crosses. Les têtes de pieux, seront soit ensevelies avec du tout-venant de la plate-forme, soit balisées pour protection des aciers en attente.	2 - Gros Oeuvre

4.1.7. Travaux de gros-œuvre

Dispositions prévues	A la charge de
Prévoir une concertation avec le lot Terrassements Généraux pour faciliter l'accès des engins à l'arrière des bâtiments pour réaliser les remblaiements (enlèvement consoles de banches, étalements, etc)	2 - Gros Oeuvre
L'entreprise assurera les accès des entreprises des lots techniques qui ont des incorporations à réaliser dans les planchers et les murs avant coulage du béton. L'entreprise n'acceptera l'intervention des lots techniques que sur autorisation du chef de chantier.	2 - Gros Oeuvre
Les coffrages horizontaux seront équipés d'une protection collectives contre les chutes de hauteur, par garde-corps avec lisses, sous-lisses et plinthes, placées à une hauteur comprise entre 1m et 1,10m, fixés sur supports métalliques en rive de coffrage.	2 - Gros Oeuvre
Les coffrages verticaux et les élévations en parpaings devront être réalisées sur une plate forme de travail sécurisée et stable.	2 - Gros Oeuvre
Les ouvrages fraîchement élevés devront avoir une stabilisation provisoire dans l'attente d'avoir atteint leurs résistances nécessaires.	2 - Gros Oeuvre

4.1.8. Travaux en rive de plancher - Protections collectives propres aux travaux particuliers

Dispositions prévues	A la charge de
Les protections collectives doivent être conçues par l'entreprise de sorte que les travaux puissent toujours se réaliser à l'intérieur des protections collectives jusqu'à ce qu'elles puissent être enlevées.	2 - Gros Oeuvre
Les garde-corps rigides seront privilégiés. Le système consistant à poser des « inserts » au coulage du plancher sera préféré aux pinces traditionnelles.	2 - Gros Oeuvre
Les garde-corps avec montants et tubes métalliques seront privilégiés. Les espacements des montants doivent être adaptés à la longueur des tubes pour assurer la continuité des garde-corps, y compris aux angles.	2 - Gros Oeuvre
Les garde-corps bas maçonnés et acrotères seront complétés par des garde-corps provisoires conçus pour assurer une hauteur de protection supérieure à 1,00 mètre après réalisation du complexe d'étanchéité.	2 - Gros Oeuvre

4.1.9. Ouvrage avec risques de chute de hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Pour tous les ouvrages à risque de chute de hauteur, la protection collective sera assurée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins : une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ; une main courante ; une lisse intermédiaire à mi-hauteur ; <p>Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.</p> <p>Pour l'échafaudages en pied de façade il devra respecter la réglementation d'un écartement maximum de 20 cm de la façade si les lisses ne sont pas mises cotés intérieur.</p>	Tous Corps d'état

4.1.10. Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m

Dispositions prévues	A la charge de
Une réunion spécifique de coordination sera organisée avec le maître d'œuvre. L'entreprise présentera ses besoins et sa méthodologie d'intervention.	Maître d'œuvre
Préalablement à l'installation de la grue, l'entreprise s'assurera auprès d'un bureau d'études de la résistance des sols.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation de la grue l'entreprise, s'assurera de la nature et de l'emplacement des réseaux enterrés présents sur zone et en tiendra compte dans le choix de l'implantation de la grue.	Tous Corps d'état
Préalablement à l'installation de la grue, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS un plan faisant apparaître, l'implantation de la grue, la zone de levage neutralisée au sol par balisage, ainsi que les caractéristiques de l'engin mis en place.	Tous Corps d'état

4.1.11. Travaux de couverture industrielle ou sur toiture

Travaux de couverture industrielle

Dispositions prévues	A la charge de
Par temps de vent fort l'entreprise doit prévoir l'arrêt du travail et s'assurer du bon arrimage des pièces stockées et en cours de pose. Hors de sa présence sur le chantier, les bacs de toiture non posés doivent toujours être arrimés pour éviter le risque de leur envol à tout moment sur le site.	4 - Etanchéité
Les accès aux toitures se feront par la mise en place d'une tour d'accès à positionner le long des façades. Cet équipement devra permettre d'accéder aux différents niveaux de toiture. Le positionnement de cette tour se fera en concertation avec la maîtrise d'œuvre. Elle devra restée en place jusqu'à la fin des travaux en toiture (travaux de CVC et notamment pour la pose des panneaux photovoltaïque).	2 - Gros Oeuvre

4.1.12. Travaux d'étanchéité et de serrurerie type garde corps et couvantine

Travaux d'étanchéité

Dispositions prévues	A la charge de
<p>La prévention des chutes de hauteur, sera assurée par garde-corps rigide, avec lisses et sous-lisses ou moyens équivalents fixés sur potelets métalliques.</p> <p>Le dispositif installé devra permettre la réalisation des travaux d'étanchéité et de pose de couvantine sans dépose du système de protection.</p>	4 - Etanchéité

4.1.13. Echafaudages

Dispositions prévues	A la charge de
Pour le montage des échafaudages, condamnation des zones situées sous la zone à risque de chute des matériels en cours d'installation. Toute superposition de tâche est interdite lors de ces interventions spécifiques et pouvant présenter des risques de chutes de matériel.	Tous Corps d'état
La zone de montage ou démontage des échafaudages, devra être balisée au moyen d'un dispositif physique, afin de prévenir les risques vis-à-vis des autres intervenants.	Tous Corps d'état
Les échafaudages seront installés en pied de façade sur un sol nivelé et stabilisé.	3 - Charpente Bois 5 - Ravalement
Les passages d'accès aux bâtiments seront pourvus de platelage pare-gravois.	5 - Ravalement 3 - Charpente Bois

4.1.14. Travaux de menuiseries extérieures

Dispositions prévues	A la charge de
Les joints d'étanchéité extérieurs devront toujours être réalisés depuis un niveau de poste de travail protégé (échafaudage par exemple ou nacelle).	7 - Menuiseries extérieures
Les portes-fenêtres donnant en façade sans balcon seront condamnées par des poignées à serrure ou des plaques pleines vissées avec des vis anti-vandalisme. Les poignées d'ouverture définitives ne seront posées qu'après la pose des protections collectives définitives en façade.	7 - Menuiseries extérieures

4.1.15. Travaux en façade

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise fera part en réunion préparatoire de ses besoins d'emprise au sol.	5 - Ravalement 3 - Charpente Bois

4.1.16. Travaux de plâtrerie

Dispositions prévues	A la charge de
Toutes les découpes seront faites manuellement ou à l'aide de matériels récupérant les poussières générées.	9 - Cloisons/Doublage
Les sacs de produits, emballages et chutes de matériaux seront rassemblés et conditionnés au fur et à mesure dans la zone de préparation pour évacuation dans la benne de chantier au quotidien ou pour évacuation du chantier.	9 - Cloisons/Doublage

4.1.17. Travaux des lots techniques

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises s'organiseront pour intervenir en présence des protections collectives provisoires ou définitives le cas échéant.	17 - Plomberie – Climatisation – Ventilation – Chauffage 15 - Electricité 3 - Charpente Bois

Dispositions prévues	A la charge de
Les incorporations dans les planchers et murs ne se feront que sur demande du lot gros-œuvre. L'accès aux zones d'incorporation ne se fera qu'en utilisant les accès aménagés par le lot gros-œuvre.	17 - Plomberie – Climatisation – Ventilation – Chauffage 15 - Electricité
Lors des travaux d'incorporation aux ouvrages béton, l'entreprise de gros œuvre aura en charge, le maintien mise et le complément des protections collectives.	15 - Electricité 17 - Plomberie – Climatisation – Ventilation – Chauffage 2 - Gros Oeuvre
Les tuteurs de sorties de fourreaux et réseaux sur dalles seront crossés à leur extrémité pour éviter les risques d'empalement en cas de chute de personne.	17 - Plomberie – Climatisation – Ventilation – Chauffage 15 - Electricité
L'entreprise prenant possession d'une trémie ou d'une réservation en dallage et plancher, devra assurer la continuité de la protection, vis-à-vis des autres intervenants jusqu'à sa sécurisation définitive.	Tous Corps d'état

4.1.18. Travaux de revêtement de sols

Dispositions prévues	A la charge de
Lors de l'utilisation de colles ou solvants, la zone de travail devra être ventilée. L'accès sera interdit aux autres intervenants à l'aide d'un dispositif physique. L'entreprise installera la signalisation rappelant l'interdiction de fumer et d'avoir recours à l'utilisation d'équipement à flamme vive.	10 - Revêtement de sol scellé
Lors des travaux de ponçage des sols, les équipements utilisés devront être équipés d'un dispositif de captage des poussières. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	10 - Revêtement de sol scellé

4.1.19. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux en grande hauteur sous toitures non accessibles avec un échafaudage. Les zones de travail présentant un risque de chute d'objets seront balisées au sol pour en détourner les passages.	Tous Corps d'état
Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles équipées de signaux de déplacement, sera privilégié et devra adapté à la portance de la dalle.	Tous Corps d'état
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des nacelles et plates-formes individuelles de travail. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes de matériaux seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Tous Corps d'état
Les travaux en hauteur devront être exécutés à partir d'échafaudages ou nacelles élévatoires conformes à la réglementation et correspondant aux emplois pour lesquels ils sont mis en oeuvre (hauteurs de planchers adaptées, accès intégrés, charges admissibles suffisantes, protections collectives complètes et équipements de stabilisation et de contreventements efficaces).	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Toute installation d'échafaudage doit se faire en respectant les obligations du Décret n° 2004-924 du 1er Septembre 2004. Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site. L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers. Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet. L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum	Tous Corps d'état
L'utilisation d'échelles fixes ou d'échelles portables sont interdites pour effectuer des travaux mais peuvent être utilisées en moyen d'accès en respectant un certain nombre de règles (articles R. 4323-84 à R. 4323-88). Toutes doivent permettre à l'utilisateur de disposer d'une prise et d'un appui sûrs. Le port de charges, légères et peu encombrantes, doit rester exceptionnel (article R. 4323-88).	Tous Corps d'état

4.1.20. Travaux d'agencement

Dispositions prévues	A la charge de
Les équipements utilisés pour les travaux de ponçage, rabotage, et découpe, seront équipés de récupérateur de poussière. Les locaux en cours de traitement seront ventilés et interdits d'accès aux autres intervenants, à l'aide d'un dispositif physique.	12 - Agencement 14 - Equipements de cuisine
L'application des vernis de finition sera privilégiée en atelier pour éviter les nuisances avec les produits éventuels à base de solvants.	12 - Agencement 14 - Equipements de cuisine
La livraison et le transport des colis d'équipement dans les locaux concernés devront se faire à l'aide d'une aide mécanique tel qu'un transpalette afin de limiter le port de charges aux compagnons et respecter la limite de 25KG.	12 - Agencement 14 - Equipements de cuisine

4.1.21. Travaux d'espaces verts

Dispositions prévues	A la charge de
Les fosses pour plantation devront être balisées.	1 - VRD – Terrassement

4.1.22. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des bâtiments.	Tous Corps d'état
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.	Tous Corps d'état
Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un moyen d'extinction adapté.	Tous Corps d'état

4.1.23. Utilisation de produits dangereux ou à risques

Dispositions prévues	A la charge de
Les produits dangereux seront remplacés par des produits qui ne le sont pas ou moins dangereux.	Tous Corps d'état
L'utilisation de produits dangereux ou à risques doit obligatoirement être signalée au maître d'œuvre et au coordonnateur pour prendre les mesures de prévention adaptées.	Tous Corps d'état
Il appartient à l'entreprise de mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité prescrites par le fabricant pour éviter de générer tout risque d'accident induit par le produit. L'entreprise devra indiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS les dispositions de prévention et d'organisation, prévues par l'entreprise dans le cadre de la gestion des risques de coactivité.	Maître d'œuvre

4.1.24. Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux enterrés ou aériens à proximité des zones d'intervention, les personnels devront être en possession de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Sont concernés: Pour le niveau encadrant; les conducteurs de travaux; Chefs de chantier; les chefs d'équipes. Pour le niveau opérateur; les conducteurs d'engins; les suiveurs; les conducteurs de nacelles élévatrices, grues, pompe à béton, les ouvriers en travaux publics.	2 - Gros Oeuvre 1 - VRD – Terrassement 15 - Electricité
L'entreprise devra protéger et signaler le risque à l'intérieur des armoires électriques mise en service avant réception du chantier afin qu'aucune personne non autorisée ne puisse accéder à l'intérieur de l'armoire.	15 - Electricité

4.1.25. Travaux d'étanchéité - Plancher béton

Dispositions prévues	A la charge de
La protection antichute sera assurée par le dispositif de protection collective installée lors du coulage du plancher par le lot gros œuvre. A son arrivée sur site l'entreprise d'étanchéité prendra en charge la continuité et la maintenance du dispositif.	4 - Etanchéité
Les travaux d'étanchéité devront toujours être réalisés en présence de protection collective de type garde corps. Le mode opératoire retenue devra ne devra en aucun cas laisser le travailleur sans protection notamment sur les travaux de couventine .	4 - Etanchéité

4.1.26. Condition climatiques particulières

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Consulter la météo avant interventions. Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables.</p> <p>Les principales mesures à prendre pendant les fortes chaleurs sont à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un rythme plus adapté - Des efforts mesurés - Des mises à disposition de point d'eau (3 litres par personne minimum) et de zone d'ombre - Des mesures de premier secours particulières <p>Une vigilance doit être adoptée pour des températures inférieures à 5°C ou supérieures à 30 °C.</p> <p>Les entreprises peuvent consulter également le site https://www.preventionbtp.fr/Actualites/Toutes-les-actualites/Sante/Canicule-lesprecautions-a-prendre-sur-les-chantiers ou http://www.iris-st.org/risques-3/meteo-29.php</p> <p>Les principales mesures à prendre pendant les périodes de froid sont à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un rythme plus adapté - Des efforts mesurés - Les jours de grand froid, limiter les activités physiques intenses et le port de charges répétitif - Planifier les activités extérieures en tenant compte des prévisions météorologiques 	Tous Corps d'état

4.1.27. Risque électriques

Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier: - Outillage portatifs en bon état et répondre aux normes en vigueur. - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection.

L'entreprise doit faire respecter les dispositions de sécurité contenues dans la publication UTE C 18-510 par son personnel.

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier: - Outillage portatifs en bon état et répondre aux normes en vigueur. - Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ; - Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ; - Prises de protection IP 447 incassables ; - Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ; - Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection. L'entreprise doit faire respecter les dispositions de sécurité contenues dans la publication UTE C 18-510 par son personnel.</p>	Tous Corps d'état

4.1.28. prévention incendies

Dispositions prévues	A la charge de
Interdiction de fumer dans les locaux et d'allumer des feux pour l'élimination de déchets. Aucuns gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés sur le chantier. Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse sont accompagnés d'un extincteur à jour des contrôles. A l'issue des travaux de soudure, une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, est assurée pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier. Les travaux par points chauds à réaliser à l'intérieur des locaux existant doit obligatoirement être signalés au maître d'ouvrage pour arrêter les mesures de préventions éventuelles (DEMANDE DU PERMIS FEU). Les salariés doivent connaître le maniement des moyens de lutte contre l'incendie.	Tous Corps d'état

4.1.29. Travaux Bruyants

Dispositions prévues	A la charge de
La limitation des bruits de chantier doit être traitée par chaque entreprise dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur. Tous les moyens et dispositions nécessaires seront mis en œuvre (capotage, écran, silencieux, pièges à son, suspensions anti-vibratile, éloignement des machines, etc...) afin de ne pas dépasser les limites réglementaires acoustiques et réduire les bruits à la source. Tous les engins et matériels susceptibles de causer une nuisance sonore devront faire l'objet d'une déclaration préalable avant d'être admis sur le chantier, selon l'arrêté 97-2002.	Tous Corps d'état

4.1.30. Inhalation de poussières

Dispositions prévues	A la charge de
Selon le décret en vigueur relatif à la prévention du risque chimique, et modifiant le Code du Travail, il est nécessaire de mettre en place prioritairement des systèmes d'aspiration ou de captation à la source des poussières (bois, silice, etc...). Les compagnons d'une entreprise peuvent, en compléments des dispositifs, utiliser des équipements de protection individuelle (masque, lunettes, etc.), dont l'employeur doit s'assurer qu'ils sont effectivement portés. En cas de fortes émissions de vapeurs ou de poussières, la coactivité est à proscrire. Les travaux doivent être zonés en concertation avec le maître d'œuvre.	Tous Corps d'état

4.1.31. Equipement de travail

Dispositions prévues	A la charge de
L'utilisation de l'escabeau comme plateforme de travail est prohibé sur le chantier. Pour les travaux intérieurs, l'utilisation de Plates Formes Individuelles Roulantes Légères (P.I.R.L) ou d'échafaudages roulants est la règle sur l'opération. Pour les travaux de grande hauteur, l'utilisation de nacelles motorisée est impérative.	Tous Corps d'état

4.1.32. engins de chantier

f

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'ensemble des engins de chantier appelés à intervenir dans le cadre des travaux respectent les dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les engins doivent être à jours de leurs vérifications réglementaires. - les engins thermiques mobiles ne sont pas autorisés à laisser leur moteur tourner à l'arrêt, - les flexibles de transmission hydraulique, les sertissages, doivent être en parfait état et ne présentent pas de fuites, - les engins de chantier utilisent une huile hydraulique "Norme Environnement", - des bacs de rétention des hydrocarbures sont mis en place pour le stockage du carburants des engins de chantier ; 	Tous Corps d'état
<p>En cas de maintenance Corrective, la zone de l'engin immobilisée doit être balisée. L'entreprise de maintenance doit prendre connaissance du PPSPS de l'entreprise et du PGC avant intervention.</p>	Tous Corps d'état
<p>La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur (article R4323-56 du code du travail). Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées : • Du guidage des véhicules et des engins, • de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation, • les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier. Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.</p>	Tous Corps d'état
<p>Les engins de levage doivent être vérifiés conformément à l'article du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage.</p>	Tous Corps d'état

4.2. Interaction sur site

4.2.1. Travaux superposés

Dispositions prévues	A la charge de
<p>A l'avancement du chantier, toutes les dispositions seront prises pour interdire les travaux superposés sans protection efficace (balisage à mettre en place et à respecter, séparation physique existante).</p>	Tous Corps d'état

4.2.2. Chutes d'objets

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les entreprises veilleront à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter la chute de matériel ou matériaux (mode opératoire, protection collective, dispositions particulières,.....).</p>	Tous Corps d'état
<p>En cas d'impossibilité, il sera exigé une protection complémentaire au sol (balisage, interdiction formelle d'accès pour une période définie, modification des accès provisoires, protection renforcée, surveillance renforcée,.....).</p>	Tous Corps d'état

4.2.3. Co-activité, simultanéité

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risque de projection de matériaux ou substances (exemple : meulage, démolition, travaux bruyants, soudures, produits toxiques, etc....).	Tous Corps d'état
Un décalage de travaux devra être prévu en conséquence de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée. La planification du chantier gèrera à l'avancement du chantier ce type de problème. Mêmes dispositions pour la gestion des retards éventuels dans l'exécution des tâches pouvant entraîner des risques pour les autres salariés.	Tous Corps d'état

5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

5.1. Modalités de coopération

5.1.1. Plan Général Simplifié de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGSC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGSC, ainsi que son propre PPSPSS.

L'entreprise titulaire du lot gros œuvre déposera un exemplaire du PGC dans la salle de réunion afin qu'il soit consultable par l'ensemble des acteurs du chantier.

Elle disposera également une armoire dans la salle de réunion pour permettre le stockage du dossier et des pièces réglementaires.

5.1.2. Désignation des entreprises

Au démarrage de la phase réalisation (début de la période de préparation soit 30 jours, avant le démarrage des travaux), le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot.

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

5.1.5. Présence de personnel étranger

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

5.1.6. Inspection Commune

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

Rendez-vous à prendre avec le Coordonnateur SPS au préalable des interventions (15 jours).

L'inspection commune est à mettre à disposition par l'entreprise dans la salle de réunion

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé Simplifié

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGSC, ainsi que son propre PPSPSS. Les PPSPSS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPSS sur le chantier dans l'armoire de chantier.

5.1.8. Rôle du coordonnateur

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

5.1.9. Registre journal

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

5.1.10. Prêt de Main d'Œuvre

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

6 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Wilfrid GUET	Tél : 0626119744 Email : wilfrid.guet@socotec.com
Etabli le : 13/12/2024 Date de modification : 13/12/2024	Elements modifiés :

Partie à remplir par le CSPS:

Adresse chantier: 50000 CAMPUS 2 SAINT-LO	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

Projet de Plan d'installation de chantier avec :

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)